

Unité départementale de la Moselle  
4, rue François de Guise - CS 50551  
57009 Metz Cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80

Metz, le 24 juillet 2023

[ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12 juin 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **ESKA**

56 rue de Metz

57130 Jouy-aux-Arches

Références : CHEMINOT\_ESKA\_2023-07-24\_RAPVI\_MChK\_25134

Code AIOT : 0006201085

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12 juin 2023 dans l'établissement ESKA implanté 3 rue de Quety 57420 Cheminot. L'inspection a été annoncée le 31 mai 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ESKA
- 3 rue de Quety 57420 Cheminot
- Code AIOT : 0006201085
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ESKA est autorisée à exploiter un dépôt de matériaux ferreux et non-ferreux sur le territoire de la commune de Cheminot par arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-336 du 6 décembre 2002 modifié. En outre, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions fixées par les arrêtés ministériels :

- du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2713 (métaux ou déchets de métaux non-dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non-dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Par courrier du 19 avril 2021, la société Derichebourg Environnement a transmis à Monsieur le préfet de la Moselle une demande de changement d'exploitant au profit de la société Eska au 1<sup>er</sup> avril 2022 en application de l'article R. 516-1 du code de l'environnement. Cette demande fera l'objet d'un rapport ultérieur.

La visite de contrôle s'inscrit dans le cadre de l'action régionale 2023 "prévention des risques incendie". Les prescriptions vérifiées lors de cette inspections sont les prescriptions les plus contraignantes au regard des réglementations applicables au site et rappelées supra.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action prévention des risques incendie.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant.

Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant.

Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle, est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposé (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.  
Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité.  
Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite (s) qui avai (ent) été donnée (s)	Autre information
1	Moyens de lutte contre l'incendie : extincteurs	Arrêté ministériel du 6 juin 2018, article 9 (partiel)	/	Sans objet
2	Moyens de lutte contre l'incendie : Poteaux incendie	Arrêté ministériel du 6 juin 2018, article 9 (partiel)	/	Sans objet
3	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté ministériel du 6 juillet 2018, article 11.IV	/	Sans objet
4	Entretien des espaces	Arrêté ministériel du 26 novembre 2012, article 7	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection a porté sur le risque accidentel, notamment :

- les moyens de lutte contre l'incendie ;
- le confinement des eaux incendie ;
- l'entretien des espaces verts du site.

La visite d'inspection n'a pas relevé de non-conformités aux dispositions contrôlées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie : extincteurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 6 juin 2018, article 9 (partiel)
<b>Thème (s) :</b> Risques accidentels - Protection incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :  [...]  - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;  - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.  [...]</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p> <p><b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant a fourni à l'inspection un plan de répartition des moyens incendie ainsi que la localisation et la description des zones présentant des risques spécifiques telles que le stockage de produits inflammables, la station-service (hydrocarbures) et le stockage de gaz (produits comburants).</p> <p>Le site est équipé de 29 extincteurs dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 12 extincteurs 9 kg à CO<sub>2</sub> ;</li> <li>• 6 extincteurs 6 kg à CO<sub>2</sub> ;</li> <li>• 3 extincteurs 2 kg à CO<sub>2</sub> ;</li> <li>• 3 extincteurs 6 litres EAP ;</li> <li>• 5 extincteurs 50 kg à CO<sub>2</sub>.</li> </ul> <p>Les zones à risque répertoriées par l'exploitant sont constituées des extincteurs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour le stockage de produits inflammables (hydrocarbures): 2 extincteurs 6 kg à CO<sub>2</sub> et 1 extincteur 2 kg à CO<sub>2</sub> ;</li> <li>• pour la station-service (hydrocarbures): 1 extincteur 9 kg à CO<sub>2</sub> et 1 extincteur 50 kg à CO<sub>2</sub> ;</li> <li>• pour le stockage de gaz : 1 extincteur 9 kg à CO<sub>2</sub> et 1 extincteur 50 kg à CO<sub>2</sub>.</li> </ul> <p>Les extincteurs CO<sub>2</sub> sont efficaces contre les feux de classe A (matières solides), B (liquides inflammables) et C (feux de gaz) .</p> <p>• L'inspection a contrôlé que les moyens d'extinctions situés sur les zones à risque sont répartis conformément au plan fourni par l'exploitant. Par sondage, l'inspection a également contrôlé la signalisation, l'accessibilité, la visibilité, le report des contrôle annuels et le bon état général des extincteurs.</p> <p>• L'exploitant a présenté les rapports de vérification des extincteurs des 1<sup>er</sup> février 2022 et 13 février 2023. Ceux-ci n'appellent pas de remarques de la part de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie : poteaux incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 6 juin 2018, article 9 (partiel)
<b>Thème (s) :</b> Risques accidentels - Protection incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimales et maximales permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;</li><li>2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</li></ol> <p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m<sup>3</sup>/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p>
<p><b>Constats :</b> Le site dispose de 3 poteaux incendie internes. Un plan à l'entrée du site indique la localisation de ceux-ci.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que les voies sont dégagées et permettent aux services de secours d'accéder aux poteaux incendie. L'inspection a contrôlé leur localisation par rapport au plan fourni, leur bon état général et leur signalisation.</p> <p>Les poteaux incendie sont situés à une distance maximale de 100 mètres des différents stockages.</p> <p>L'exploitant a fourni le rapport de vérification des poteaux incendie du 9 juin 2023 de la société EUROFEU. Il apparaît que le débit minimal fourni par chacun des poteaux est de 60 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar de pression dynamique pendant deux heures.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 6 juillet 2018, article 11.IV (partiel)
<b>Thème (s) :</b> Risques accidentels - Isolement du réseau de collecte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>[...]</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;</li> <li>• du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;</li> <li>• du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</li> </ul> <p>• L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
<p><b>Constats :</b> Le site dispose d'un bassin de rétention de 450 m<sup>3</sup>, situé à l'extérieur de l'enceinte de l'établissement, et équipé d'une vanne de sectionnement installée à la sortie du bassin permettant de retenir les eaux d'extinction incendie.</p> <p>Le bassin n'a fait l'objet d'aucune modification depuis son installation et respecte le volume prescrit dans l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2002-AG/2-336 du 6 décembre 2002.</p> <p>L'exploitant a fourni le registre d'inspection mensuelle des installations, où sont reportées les vérifications des moyens de défense contre l'incendie et notamment la vanne de sectionnement du bassin de rétention. Lors de la visite, il a été constaté que la vanne est maintenue en bon état et facilement identifiable.</p> <p>Par ailleurs, il a transmis par courriel du 13 juin 2023 les procédures à suivre en cas d'incendie et de déversement accidentel, indiquant la fermeture de la vanne. Celles-ci mentionnent que les eaux souillées par un déversement accidentel ou retenues lors d'un incendie doivent être éliminées vers une filière de traitement adéquate.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Entretien des espaces

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26 novembre 2012, article 7
<b>Thème (s) :</b> Risques accidentels, intégration dans le paysage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. [...]
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, il a été constaté que le site et les abords de l'installation sont maintenus propres et entretenus. Les espaces verts sont débroussaillés.  L'inspection a rappelé à l'exploitant que les abords du site sont placés sous son contrôle et qu'il doit les maintenir en bon état en réduisant les matières végétales de toute nature (herbe, branchage, feuilles...) pour ainsi diminuer les risques de départ de feu de broussailles en période sèche et freiner leur propagation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet